

n° 975 Hebdomadaire - 8 novembre 1984 - 4 F

D 975 PÉROU: LA "SALE GUERRE" EST COMMENCÉE

Les effets pervers de l'action du groupe de guérilla "Sendero Luminoso" (cf. DIAL D 805, 839 et 936) commencent à se faire sentir au Pérou. L'assassinat, en janvier 1983, de huit journalistes dans la province d'Ayacucho et dans des circonstances pas encore élucidées (cf. DIAL D 839), avait mis l'opinion publique péruvienne en état de choc. Ce qui n'était jusqu'à maintenant, pour les forces de l'ordre, que des bavures (cf. DIAL D 833) semble bien être devenu un système. Dans les derniers mois plusieurs faits tragiques, dont la responsabilité relève directement des forces de l'ordre, ont créé un malaise national grandissant. Il s'agit respectivement de l'arrestation, le 27 juillet 1984, du dirigeant paysan Jesús Oropesa retrouvé le lendemain horriblement mutilé et brûlé au phosphore; l'assassinat, le 1er août, de six membres de la communauté protestante de Callqui alors qu'ils étaient en prière dans leur église; la disparition, le 2 août, du journaliste Jaime Ayala, correspondant de La República à Huanta (Ayacucho), qui enquêtait précisément sur le massacre de Callqui; la découverte, le 23 août, de plusieurs charniers dans la région de Huanta, avec un total de cinquante corps de personnes tuées par balles, étranglées ou frappées à mort; la découverte, le 28 août, d'un charnier de douze corps décapités, près d'Ayacucho. Et cela sans compter les innombrables interpellations comme celle d'un prêtre et de quatre agents de pastorale dans le Cuzco, le 1er octobre dernier. Nous donnons ci-dessous quelques pièces de ce dossier.

Note DIAL

1- Après l'assassinat par la Garde civile de Jesús Oropesa Chonta (27 juillet)

POUR UNE COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE HAUT NIVEAU

Nous, soussignés, appartenant au monde intellectuel, estimons qu'il est de notre devoir impérieux d'exprimer publiquement nos préoccupations devant la spirale de violence qui ravage le pays, et d'apporter notre soutien à une demande collective concrète et urgente.

Nous pensons que la mort du paysan Jesús Oropesa Chonta, dirigeant de la Confédération nationale agraire, en raison des circonstances de son arrestation et de son assassinat ultérieur, a été l'occasion d'éclaircissements révélateurs sur une part importante des faits. Cependant, en marge de l'information parvenue à la connaissance du public, ce cas est réellement l'exception qui confirme la règle: les multiples et quotidiennes nouvelles ou dé-

nonciations de morts, de tortures et de disparitions dans la zone sous état d'urgence, restent pour la plupart dans une obscurité totale.

Nous déclarons que nous sommes tous coupables à un degré ou à un autre de ce qui est en train de se passer dans le pays. La responsabilité propre de ceux qui ordonnent et exécutent les actes de violence ne supprime pas celle de ceux qui ne font pas tout ce qui est en leur pouvoir pour les empêcher.

Parce que nous croyons que personne ne peut s'arroger le droit de disposer de la vie de ses semblables, à plus forte raison quand cela se fait au mépris des procédures judiciaires en vigueur, nous estimons qu'il est impérieusement nécessaire de créer immédiatement une commission des droits de l'homme de haut niveau qui puisse contribuer sérieusement et sereinement au respect des droits de l'homme, et qui puisse exercer, avec force et dans l'objectivité, des fonctions de prévention et d'enquête.

Nous sommes d'accord avec l'initiative en ce sens de la revue "Caretas". Nous estimons pour notre part que la dite commission ne doit pas être nommée par le gouvernement ni composée de représentants d'organismes ou de corps institutionnels, mais qu'elle doit être constituée de personnalités de haute conscience morale et seulement représentatives d'elles-mêmes. Ce groupe de personnes devra évidemment être caractérisé par la respectabilité et par la confiance de la plus large majorité possible du pays. Nous pensons qu'ainsi la commission sera en meilleures conditions de fonctionnement et qu'elle jouira de l'autorité morale et de l'indépendance nécessaire lui permettant de faire efficacement face à l'escalade de la violence et de la terreur dans lesquelles nous sommes quotidiennement plongés.

Lima, le 21 août 1984

Rolando Ames, P. Gaston Garatea ss.cc.
Diego García Sayán, Francisco Guerra García,
Max Hernández, José Matos Mar, Luis F. Reinoso,
Mariano Valderrama, Federico Velarde,
P. Felipe Zegarra Russo.

2- Le massacre par l'armée de six protestants de Callqui (1er août 1984)

LETTRE AU CONCILE NATIONAL ÉVANGÉLIQUE DU PÉROU (1)

Le mercredi 1er août, à 6 H du soir, il y a eu irruption des forces de l'ordre dans le temple de l'Eglise évangélique presbytérienne nationale de Callqui, situé à 2 km à l'est de cette localité. Les frères membres de cette Eglise y étaient réunis pour le culte, conformément à des témoins oculaires. Les soldats étaient fortement armés. Ils recherchaient une dame. Comme ils ne l'ont pas trouvée, ils se sont emparés brutalement de six hommes et les ont fait sortir du temple. Deux militaires sont restés à l'intérieur et ont obligé, en des termes grossiers, les autres fidèles à entonner des cantiques. Pendant qu'ils chantaient ils ont entendu une rafale de mitrailleuse. En entendant les coups de feu, ils ont pensé que c'était seulement pour faire peur à ceux qui avaient été emmenés et que les militaires allaient les conduire au poste installé dans le stade municipal. Pour finir et avant

(1) Cette lettre, ainsi qu'un rouleau de photos sur les événements, ont été "perdus" ^{par les P.T.T.} entre Huanta et Lima. C'est seulement le 21 août suivant que le Concile national évangélique du Pérou (CONEP) a reçu la copie de cette lettre. Le 23 août la CONEP publiait un long et vigoureux communiqué sur le massacre (NdT).

de s'en aller, ils ont lancé une grenade qui a ébranlé les parois du temple. Puis ils sont encore rentrés dans le temple pour demander où étaient les responsables des Eglises.

Quelques instants après, en sortant du temple, les frères ont retrouvé à 8 m de là les cadavres des six hommes: Constantino Yáñez Huincho (dirigeant de l'Union de la jeunesse de Huanta), José Yáñez Huincho (frère du précédent), Wencislao Florencio Huamanyalli Oré (fils de l'Ancien de l'Eglise de Callqui), Paulino Cayo Ocorifauca (membre de l'Eglise de Huanta), Jorge de la Cruz Quispe (assistant de l'Eglise de Callqui) et Melquiades Quispe Rojas (membre de l'Eglise de Callqui).

Le lendemain ils sont entrés en contact avec les membres et les dirigeants de l'Eglise de cette localité et nous avons alors porté les faits à la connaissance des autorités judiciaires pour qu'elles procèdent à l'examen des cadavres, ceux-ci ayant été retrouvés comme il a été dit plus haut. Ensuite nous avons transporté les morts à l'hôpital de Huanta pour l'autopsie prévue par la loi (2).

Au cours de ces démarches, il a été vérifié que des témoins avaient assisté à cet horrible crime commis par les forces de l'ordre, plus exactement par des militaires de la marine en poste dans cette ville, ainsi que le corroborent par ailleurs les douilles de balle.

Huanta, le 3 août 1984

pasteur Saturnino Gavilán Núñez
prêtres Vicente Saico Tineo et Víctor Contreras Mediolaza

3- Interpellation par l'armée du P. Ramos et de 4 agents de pastorale du Cuzco (1er octobre 1984)

PROTESTATION DE LA COMMISSION EPISCOPALE
d'ACTION SOCIALE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

1- Le lundi 1er octobre 1984, dans le cadre d'une opération régionale, treize camions de l'armée ont fait irruption dans la localité d'Ampares et ont arrêté quelques habitants et leur curé, le P. Rolando Ramos, salésien. Ampares se trouve dans le district de Calca, de la province du Cuzco.

2- Conjointement avec le prêtre ont été arrêtées au moins quatre autres personnes. Ils ont été transférés à la ville de Cusco où ils se trouvent en détention et maintenus au secret.

3- Jusqu'à maintenant il n'a pas été fait état des motifs de la détention, mais simplement mention de façon générale d'implication dans des activités terroristes. Ils sont toujours au secret, en particulier le P. Rolando Ramos, et ils n'ont pas eu l'autorisation d'entrer en communication avec un avocat, ce qui constitue une violation des dispositions constitutionnelles, lesquelles stipulent que ce droit ne peut jamais être suspendu ni par l'état d'urgence ni, encore moins, par la loi antiterroriste.

(2) C'est alors que le journaliste Jaime Ayala, de La República, enquêtait sur ce massacre qu'il a "disparu" après avoir été arrêté par les militaires de Huanta (NdT).

4- Il a été dit que l'ordre venait des autorités militaires et/ou policières de la région. Quoi qu'il en soit, l'arrestation du prêtre est étrange et arbitraire vu son témoignage public de pasteur et d'homme d'Eglise auprès du peuple quechua. Nous exprimons également nos préoccupations devant cette nouvelle attaque contre des agents de pastorale de l'Eglise.

5- Les autorités ecclésiastiques du Cuzco et la congrégation religieuse des salésiens à laquelle appartient le P. Rolando Ramos, sont informées et procèdent aux démarches appropriées, en coordination avec la hiérarchie ecclésiastique de Lima et le bureau de la Commission épiscopale d'action sociale (3).

Lima, le 2 octobre 1984

(3) La libération du P. Ramos a été décidée le 5 octobre. Celui-ci ayant refusé de sortir de prison sans les quatre agents de pastorale, c'est le 6 octobre que la remise en liberté de tous a été effective (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441